

## Approche régionale et facteurs géopolitiques du commerce méditerranéen des céréales

Lerin F.

*in*

Lerin F. (ed.).  
Céréales et produits céréaliers en Méditerranée

Montpellier : CIHEAM  
Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1986-II

1986  
pages 275-285

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI920109>

To cite this article / Pour citer cet article

Lerin F. **Approche régionale et facteurs géopolitiques du commerce méditerranéen des céréales.** In : Lerin F. (ed.). *Céréales et produits céréaliers en Méditerranée.* Montpellier : CIHEAM, 1986. p. 275-285 (Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1986-II)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# APPROCHE REGIONALE ET FACTEURS GEOPOLITIQUES DU COMMERCE MEDITERRANEEN DES CEREALES

**François LERIN**

*Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.*

Cette communication est un propos d'étape dans une recherche en cours (1) sur l'économie et les échanges céréaliers en Méditerranée. Sans chercher à en développer une analyse exhaustive elle souligne quelques uns des aspects de ce commerce régional.

Dans l'état actuel d'avancement de ce programme nous avons procédé à une évaluation globale du commerce céréalier méditerranéen en tentant d'en décrire les tendances et les enjeux, puis à analyser - grâce aux données origines/destinations des exportations - certains facteurs que l'on peut qualifier de « géopolitiques » dans l'organisation des échanges de blé.

Cette perspective nous semble en mesure d'éclairer pour partie certains débats qui ont cours sur la nature oligopolistique du marché céréalier contemporain, ainsi que le poids des facteurs non-économiques dans les échanges de produits de base - qu'il s'agisse d'une perspective d'importateur (du Sud) ou d'exportateur (du Nord).

Comme le souligne Krasner, ce n'est en effet pas faire injure à l'économie et à ses prétentions normatives que d'approfondir l'analyse des mécanismes par lesquels l'ordre de l'économie est transformé par les positions mêmes qu'occupent les Etats et les acteurs dans des ensembles fortement et inégalement structurés (2).

La situation de déficit que connaît la rive sud du Bassin Méditerranéen s'est nouée au cours des années 1970. Trois facteurs principaux se sont combinés : la céréaliculture a connu une crise globale dans la quasi-totalité des pays ; les hausses des prix des hydrocarbures (entre 1973 et 1982) ont considérablement augmenté les ressources financières régionales ; les tensions géopolitiques se sont accrues en plusieurs points de la région.

La Méditerranée est ainsi devenue un enjeu majeur pour les grands exportateurs de céréales en quête de marchés solvables, au moment où le poids des facteurs géopolitiques avait tendance à déplacer les négociations strictement commerciales.

## I. UNE APPROCHE REGIONALE

Prendre parti pour une analyse régionale méditerranéenne n'est pas sans poser problèmes. Les pays méditerranéens forment un ensemble hétérogène profondément divisé par les grandes lignes de partage politique et économique contemporaines.

On rencontre en effet sur le pourtour de la Méditerranée des pays dits du Sud à économies « sous-développées » et des pays du « Nord industrialisé », des pays à économies de marché et des pays à économies « centralement planifiées » (plus ou moins distantes du bloc soviétique). Parmi les économies du Sud elles-mêmes, la plus fondamentale ligne de partage qu'ait connue ce groupe depuis les décolonisations - le pétrole - divise ces Etats en pays à forte rente et excédents de capitaux (dont le PNB par habitant est souvent supérieur à celui de nombreux pays industrialisés) et pays de revenus moyens au commerce extérieur plus ou moins « pétrolisé ». D'autres pays enfin ne semblent pas plus appartenir (du point de vue économique) au Nord, qu'au Sud ou qu'à l'Est, comme la Turquie, Malte ou Israël.

Deux ensembles dominant cependant la région : tout au long de la façade nord, la Communauté Economique Européenne dont la dimension méditerranéenne a été confirmée par l'adhésion récente de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne, qui sont venus s'ajouter aux deux puissances méditerranéennes initiales du Traité de Rome (la France et l'Italie). Mis à part trois économies insulaires (Malte, l'Albanie et Chypre) seules la Yougoslavie et la Turquie, n'appartiennent pas dans la façade nord au pôle européen (la Turquie ayant toutefois « vocation » à entrer dans la CEE).

Sur la rive sud, le monde arabo-islamique (pour autant que l'on ne s'intéresse qu'aux Etats), est, à l'exception d'Israël, exclusif. Même si ses divisions sont patentes et profondes il n'en reste pas moins que cet ensemble représente une aire d'interrelations culturelles, économiques et politiques évidente.

Une série de découpages et d'alliances définissent des zones plus ou moins régulées, protégées ou règlementées de production et d'échange (de marchandises, d'hommes, de capitaux ou d'influences). Mais en dépit de ces facteurs d'intégration il semble que les tendances centrifuges l'emportent sur les tendances centripètes, comme en témoignent la violence des conflits proche et moyen-orientaux et le niveau d'intervention des super-puissances soviétique et américaine.

Il n'existe donc pas à l'évidence un espace politique et économique méditerranéen univoque et beaucoup d'analystes refusent pour cette raison toute pertinence à la notion de « région méditerranéenne »... et en effet, comme le soulignait Y. Lacoste (3), la complexité de la zone réside en partie dans le fait qu'elle se situe « sur la ligne de discontinuité planétaire entre le Tiers Monde et les pays développés », et qu'elle est de surcroît, en même temps, une des rares zones de contact (c'est-à-dire de conflit) entre l'Est et l'Ouest.

Cependant la discontinuité Nord-Sud loin d'interdire a plutôt favorisé l'existence d'anciens et profonds courants d'échange. Les à-coups de la conjoncture économique mondiale depuis 1970 ont montré que les proximités géographiques impliquaient de fortes interdépendances : recyclage des pétrodollars arabes des deux chocs pétroliers, boom des marchés d'importation des pays de la rive sud et création (ou accélération) de flux migratoires internes à la rive sud ; stagnation de la croissance européenne entraînant le reflux des travailleurs migrants du Maghreb et de la Turquie ; aggravation des tendances protectionnistes des pays du Nord fermant certains marchés d'exportation ; repli du marché pétrolier déstabilisant les circuits créés quelques années plus tôt, etc.

D'autres facteurs politico-militaires qui n'ont guère à être abordés ici, n'en concourent pas moins à concevoir - ne serait-ce que comme une zone de conflit par définition - la Méditerranée comme une région.

Ces réflexions nous ont amené à opérer une délimitation de zone qui par-delà les pays riverains de la Méditerranée, inclut la Péninsule arabique et les pays du Golfe arabo-persique (Iran, Irak). Il ne fait pas de doute en effet, que ces pays ont des géopolitiques principalement tournées vers le Proche-Orient Méditerranéen. Cette définition nous permettait aussi - et peut être d'abord - de pouvoir inclure dans la zone d'étude le « cœur pétrolier régional » dont l'influence est capitale dans les évolutions méditerranéennes.

Si l'on admet que les économies pétrolières (ou pétrolisées comme on le dit parfois) ont eu, au cours des récentes années, des comportements et des trajectoires distincts de ceux des autres pays et groupes de pays, il importait pour prendre la mesure des effets de pétrolisation sur la région et sur l'économie mondiale, de rétablir ce continuum pétrolier arabo-persique, sans lequel l'évolution de la plupart des indicateurs économiques du sud de la Méditerranée sont difficilement interprétables.

L'extension géographique à la Mer Noire et ses Etats riverains, ou via la notion de Monde Arabe ou d'Islam vers l'Afrique Continentale ou l'Extrême Orient, nous aurait amené de proche en proche (par intersections successives) à quitter la zone d'attraction du centre de gravité méditerranéen. De même la Communauté Européenne, inévitable du point de vue de l'analyse des politiques économiques et des agrégats économiques, n'est pas, dans la mesure du possible, considérée en tant que telle mais seulement par le biais de ses cinq pays membres méditerranéens.

Si l'on accepte que dans cette géographie économique, physique et politique se dessinent les trames de la géopolitique méditerranéenne, on acceptera aussi qu'après avoir cherché les limites de l'aire méditerranéenne contemporaine, on souligne surtout à propos du commerce céréalier, les différences fondamentales qui séparent les sous-ensembles. Ces différences reflètent et supposent des rythmes économiques (d'accumulation) et des positions dans l'échange très inégaux.

## II. TENDANCES DU DEFICIT CEREALIER MEDITERRANEEN

Au début des années 1960 la Méditerranée, telle que nous l'avons définie, sur un peu plus de 7,1 milliards de dollars d'importations de produits agricoles n'importait que 1,1 milliards de céréales. A cette époque (moyenne 1961/65) (4) la rive nord représentait près de 80% des importations totales de la zone et 60% de celles de céréales. Vingt cinq ans plus tard, en 1984, les importations totales avoisinent les 60 milliards de dollars et la façade nord ne compte plus que pour 55% de ce mouvement et pour guère plus du quart pour ce qui concerne les céréales, qui représentent désormais 20% des importations totales.

Si l'on regarde maintenant les exportations, on constate la même tendance : elles passent de 4,9 milliards de dollars dans la première moitié des années 1960 à 33,4 en 1984 ; au début de la période considérée, la façade nord comptait déjà pour plus de 70% des exportations régionales, elle représente aujourd'hui près de 90%, dont la moitié est assurée par la France.

Seuls 5 pays du sud méditerranéen exportent aujourd'hui (1984) plus de 200 millions de dollars de produits agricoles : le Maroc (309), l'Egypte (685), Israël (903) et Chypre (222). En revanche tous importent plus que ce même montant et certains sont parmi les plus gros importateurs mondiaux : l'Arabie Séoudite plus de 5 milliards, l'Iran et l'Egypte plus de 3, l'Algérie et l'Irak plus de 2, la Libye le Maroc, Israël et le Koweït autour d'un milliard etc. C'est donc peu dire que la situation agricole de la rive sud de la Méditerranée s'est dégradée.

Cette évolution est relativement récente comme permet de le constater le tableau ci-dessous extrait d'un travail de B. Etemad (5). Ce tableau permet aussi de constater que cette tendance à la dégradation de l'approvisionnement céréalier n'est pas propre à la région mais commune à l'ensemble des pays du tiers-monde.

Cependant, en dépit de son caractère tardif la tendance s'est accélérée très brutalement en Méditerranée. Au Maghreb, comme au Moyen-Orient, le solde céréalier est positif jusqu'au début des années 1960. A l'exception de l'Egypte depuis fort longtemps importatrice de blé (en raison du choix de spécialisation internationale dirigé par les britanni-

Tableau 1 : Bilan céréalier du Tiers-Monde (en milliers de tonnes)

		1900	1911	1927	1936	1950	1960	1970	1980
Maghreb	Exportations	374	594	803	925	1 242	726	690	127
	Importations	170	425	509	382	1 168	2 626	3 777	13 032
	Solde	204	169	294	543	74	-1 900	-3 087	-12 905
	en % de la produc.	3,9	2,4	3,8	8,0	0,8	-17,4	-20,0	-80,0
Moyen Orient	Exportations	359	475	241	703	831	572	437	1 438
	Importations	224	584	314	215	745	2 777	4 804	13 372
	Solde	135	-109	-73	488	86	-2 205	-4 367	-11 934
	en % de la produc.	3,0	-1,8	-1,0	3,7	0,6	-9,2	-14,5	-28,0
Tiers-Monde	Exportations	6 063	14 323	19 540	23 623	10 196	13 543	19 210	27 506
	Importations	2 416	5 868	8 467	1 019	12 654	21 907	42 407	91 007
	Solde	3 647	8 455	11 073	13 457	-2 458	-8 364	-23 197	-63 501
	en % de la produc.				5,3	-0,8	-1,9	-4,1	-8,2

Source : D'après B. ETEMAD.

ques), la rive sud n'avait pas « vocation » au déficit. La croissance des importations a été bien plus forte que ne le prévoyaient les sphères dirigeantes du monde arabe. Trente ans de politique agricole se trouvent pris en défaut : le taux d'auto-couverture céréalier n'atteint pas 20% dans le Maghreb et à peine 60% dans le Moyen-Orient.

La croissance démographique est évidemment déterminante : elle est de 3,2 pour l'Algérie, 3 pour le Maroc et 2,4 pour la Tunisie. Une forte pression foncière s'ajoute ainsi à des conditions agro-écologiques souvent difficiles, mais la stagnation de la production ne peut s'expliquer seulement par ces tendances dites lourdes ou ces facteurs naturels ; une sous-évaluation systématique du secteur agricole dans la conception des modèles de croissance et des politiques économiques a été de règle, d'autant plus accentuée que les rentes pétrolières disponibles dans un certain nombre d'Etats permettaient d'éviter la difficile question de la modernisation de la production en sec des céréales (6). Une gestion généralement autoritaire et bureaucratique du secteur agricole n'a guère favorisé la production sur les meilleures terres souvent occupées par des formes étatiques ou semi-étatiques de production.

Les déficits méditerranéens ne sont pas tous de même nature. Pour l'Egypte, pays pauvre et manquant de terre, le déficit alimentaire, croissant et dramatique, aboutit à une fragilisation économique évidente. Les nécessaires subventions à la consommation des biens alimentaires de base provoquent des déséquilibres importants dans les budgets. On estime que 40% des besoins alimentaires égyptiens sont couverts par les importations (85% du blé et 65% du maïs consommés sont importés). Les déficits marocains et tunisiens (sans avoir la même ampleur), soulèvent des problèmes macro-économiques de même nature.

En revanche pour les pays pétroliers le coût de la facture alimentaire était négligeable en regard des recettes et des autres secteurs de dépenses. La chute des prix du pétrole risque cependant de poser - notamment à l'Algérie - des problèmes financiers obligeant à un contrôle plus serré des dépenses alimentaires en devises.

Nous nous concentrerons ci-après sur le commerce en blé qui est la plus importante céréale échangée sur le marché méditerranéen. Les importations de céréales secondaires destinées à l'alimentation animale sont essentiellement le fait des pays les plus riches ayant développé récemment ce secteur d'activité ; c'est le cas notamment de l'Arabie Séoudite et, dans une moindre mesure, de l'Iran et de l'Irak, puis de l'Algérie.

Mais ce phénomène plus récent vient seulement se superposer au déficit céréalier de consommation humaine qui forme l'essentiel de la tendance régionale.

### III. LE DEFICIT EN BLE

Au cours de la campagne 1984/85, la région méditerranéenne a importé 25 millions de tonnes de blé, soit le quart du commerce mondial alors que la région ne comptait encore à la fin des années 1950 que pour 15% des échanges (7). En terme de part de marché cette évolution doit être considérée comme exceptionnelle : nul autre groupe de pays (à l'exception de la Chine dont la dimension du marché intérieur en fait un cas à part) n'a connu, au cours de cette période, une telle croissance.

Ce phénomène est d'autant plus remarquable qu'au début de la période 1958/85 les pays de la façade nord (du Portugal à la Turquie) représentaient encore une part importante du déficit régional : 44%, dont 22 pour la Yougoslavie et 12 pour la France. La façade sud (du Maroc à la Syrie) comptait pour près de 45% et la Péninsule et

le Golfe pour moins de 5% ; 25 ans plus tard les importations du nord sont inférieures à 10%, le sud compte pour plus de 60% et la Péninsule et le Golfe près de 30%.

En effet, les pays du Nord ont presque tous (à l'exception de l'Italie et du Portugal) augmenté leur production de manière à devenir auto-suffisants voire légèrement excédentaires (Grèce, Espagne, Yougoslavie notamment), ou même, dans le cas de la Turquie certaines années et bien sûr de la France, de manière structurelle et croissante, fortement excédentaires. Pour les pays européens cette tendance à l'auto-suffisance est le résultat d'une remarquable croissance des rendements et d'une modernisation accélérée des agricultures et des formes d'organisation, couplée avec une grande efficacité des modes de régulation nationaux et internationaux (8).

En revanche les pays du sud sont tous - sans exception - devenus importateurs et au cours de la dernière campagne, six d'entre eux font partie du « club » des importateurs de plus d'un million de tonnes de blé (Égypte, Iran, Irak, Algérie, Maroc, Syrie).

**Tableau 2 : Importations moyennes annuelles de blé des pays du Sud de la Méditerranée au cours des 5 dernières campagnes (1980/81 - 1984/85), en centaines de milliers de tonnes**

Pays	Importations
Egypte	6 597
Iran	2 322
Maroc	2 187
Irak	2 124
Algérie	2 104
Tunisie	742
Syrie	729
Yemen du Nord	606
Israël	517
Libye	499
Arabie Saoudite	371
Liban	354
Jordanie	341
Koweït	252
Yemen du Sud	201

Source : CIB.

Le résultat est très net comme on peut le constater sur le graphique ci-dessous : les importations de la façade nord sont inférieures au « trend » mondial et celles de la façade sud très largement supérieures.

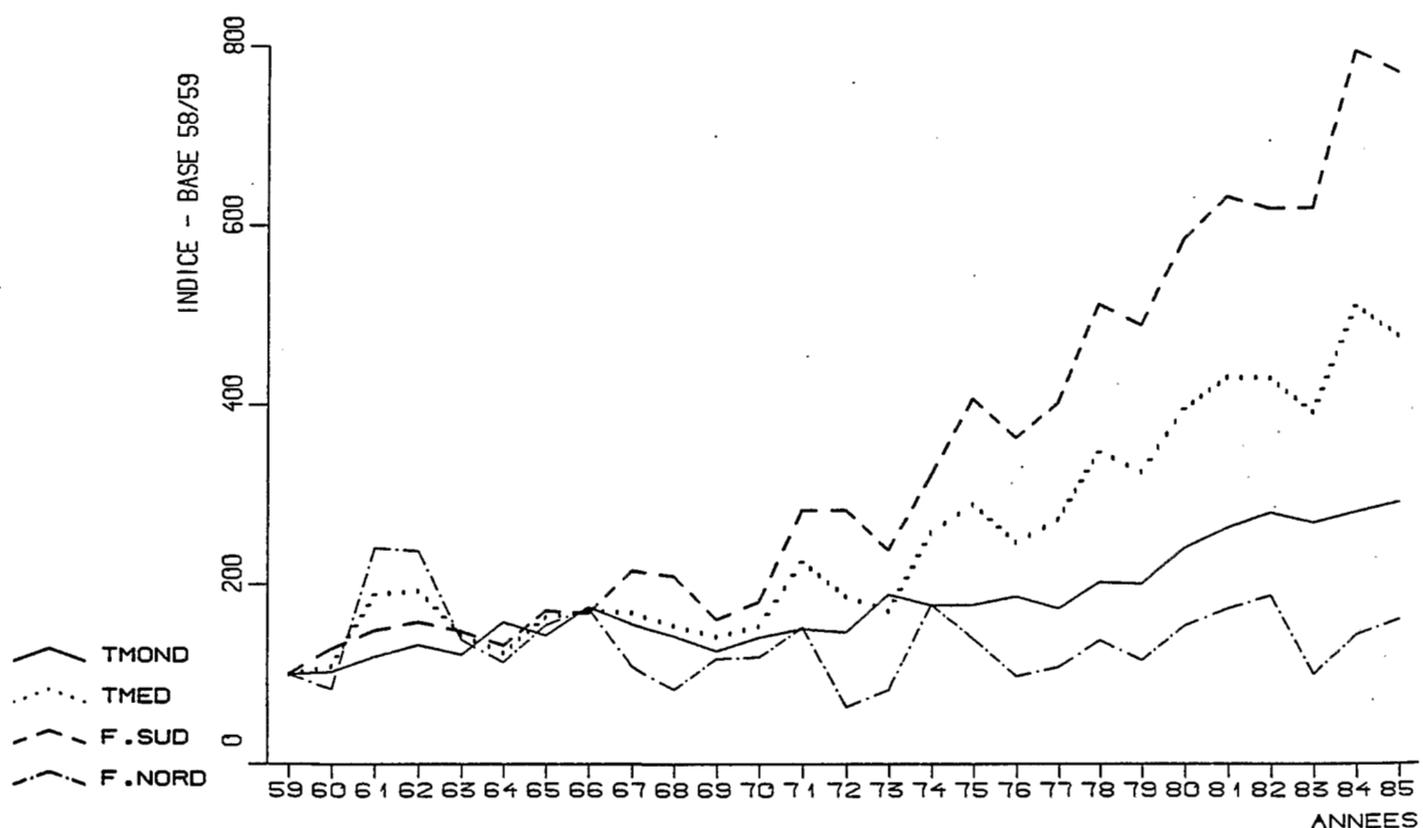
Comme on peut le constater sur le graphique ci-dessus, cette évolution n'a pas été continue. On constate de 1958 à 1973 un net parallélisme des deux courbes. A deux exceptions : celle de l'année 1961 (campagne 1960-61) qui correspond à de mauvaises conditions climatiques en Méditerranée du nord entraînant de fortes importations de l'Espagne (+ 1 million de tonnes) et de l'Italie (+ 2,3). Elle se poursuivront l'année suivante et s'y ajouteront de lourds déficits en Turquie, en Yougoslavie et dans les trois pays du Maghreb. Le pic de 1971 correspond pour sa part essentiellement aux importations de l'Iran et de l'Irak (dont le pourcentage dans les importations méditerranéennes passe brutalement de 1 à 11,4%), pour des raisons climatiques également.

Le décrochement des deux courbes a lieu en 1974, date qui coïncide avec le premier choc pétrolier. Mais la hausse des prix du pétrole, tout en ayant accéléré depuis cette date les tendances importatrices des pays rentiers, n'est pas seul responsable de cet écart. On doit constater en effet un tassement du marché mondial de 1973 à 1979, alors que le « trend » méditerranéen se poursuit en s'accroissant.

Les raisons de ces évolutions sont complexes et ont été exposées en détail dans les communications « nationales ». Les « profils d'importations » de l'Égypte et de l'Algérie sont examinés dans le travail de J. Hassainya. L'annexe reproduit les courbes d'importations depuis 1958/59 jusqu'à la campagne 1984/85, elles éclairent et justifient les propos que nous développons ici, mais nous manquerons de place pour affiner un commentaire plus systématique, qui fera l'objet de publications ultérieures.

Soulignons simplement pour compléter les cas que nous avons déjà cités que, face à des courbes relativement stagnantes (comme celles du Liban, de la Jordanie ou d'Israël), il existe des « trends » extrêmement brutaux comme ceux de l'Iran et l'Irak. A partir du milieu des années 1970 et plus encore depuis le début des hostilités qui les oppo-

GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION INDICIAIRE DES IMPORTATIONS MONDIALES ET MEDITERRANEENNES DE BLE, 1959-1985



Source : EGECOM

sent, ces importations ont augmenté de 3 à 6 fois en l'espace de 10 ans !

Seule l'Arabie Séoudite et le Koweït sont parvenus à faire décroître très notablement leurs importations. Dans le cas de l'Arabie Séoudite, voulant contrecarrer une tendance au déficit, a décidé de fixer des prix exorbitants de garantie au producteur (1000 \$ la tonne, abaissés ensuite à 800 puis 570). Le résultat a été spectaculaire puisque, faute de capacité de stockage, les saoudiens ont été contraints d'exporter... Dans les pays à fortes ressources financières des retraits du marché sont donc possibles ; il y a peu de chance pour que de telles opérations puissent se répéter ailleurs (le prix du marché mondial est aujourd'hui bien inférieur à 100 \$ !).

#### IV. LES FACTEURS GEOPOLITIQUES DE L'ECHANGE

L'influence de facteurs géopolitiques sur le commerce n'est ni une nouveauté ni une particularité de la zone méditerranéenne. Il faut constater toutefois que marchés captifs, zones d'influences, contrats liés, embargos, restrictions commerciales se sont multipliés dans la région au cours des deux dernières décennies à mesure que se renforçaient les conflits régionaux et l'intervention des super-puissances.

L'Egypte a subi entre 1968 et 1973 l'embargo américain sur les céréales (après l'Inde en 1965/67 et avant l'URSS en 1980/81) (10). La CEE et l'Australie se sont engouffrées dans la brèche et s'y sont maintenues - à tel point d'ailleurs que la France, quasiment absente de ce marché avant la Guerre des 6 jours, le considère aujourd'hui comme un « marché traditionnel ». Les Etats-Unis n'ont pu reconquérir leur part de marché que grâce à toute une série de mesures préférentielles - et notamment l'aide alimentaire (l'Egypte concentre actuellement près de la moitié de l'aide alimentaire mondiale des Etats-Unis) (voir les graphes des parts de marchés des principaux exportateurs en annexe).

Cette intervention politique américaine a une contrepartie commerciale : les Etats-Unis sont le fournisseur exclusif d'Israël, comme ils l'étaient, pour d'autres raisons, du Portugal. Ils ont occupé des positions d'exportateur dominant en Iran avant la Révolution, et de manière plus erratique en Jordanie et en Turquie.

Mais face à ces succès dérivés - en bonne partie - des alliances politiques, les fermiers américains beaucoup plus que leurs collègues européens, australiens et argentins, subissent un fort « risque politique » lié à l'intervention conflictuelle et toujours déterminante des Etats-Unis dans la région.

Ainsi, les exportations américaines vers l'Iran ont été réduites à des niveaux très faibles depuis 1980 (sauf en 1982, mais elles ont été nulles l'année suivante). La CEE elle-même n'a jamais pu prendre pied en Iran, le gouvernement préférant des opérateurs politiquement neutres comme l'Australie et l'Argentine.

Avec l'Irak les relations des Etats-Unis ont toujours été très délicates : Washington soutenant activement le régime du Shah ne pouvait que susciter les inquiétudes irakiennes vitalemment intéressées par l'équilibre régional du Golfe ; de son côté le choix d'alliance « nasserienne » des baasistes inquiétait les Etats-Unis qui ont longtemps eu tendance à considérer l'Irak comme un ennemi potentiel. La guerre israëlo-arabe de 1973 levait un préalable pour les Irakiens (la victoire égyptienne permettait de renouer avec le principal soutien politique et militaire d'Israël) et le gouvernement Carter a tenté un rapprochement qui s'est traduit par des exportations américaines de blé vers l'Irak entre 1978 et 1981 ; la politique de stricte neutralité dans le conflit irako-iranien a de nouveau réduit les échanges commerciaux qui ont repris en 1983/84 au moment où la crise libanaise désignait l'Iran comme le destabilisateur régional principal etc... Là encore, quoique de manière moins marquée que pour l'Iran, la CEE (en dépit de l'alliance privilégiée avec la France) n'a pas pu accroître sa présence ; les « neutres » (Australie et Canada principalement) ont comblé le déficit croissant de l'Irak.

Dans d'autres cas, l'anti-impérialisme arabe dirigé contre les Etats-Unis interdit toute exportation : c'est le cas de la Libye au long des 25 dernières années et de la Syrie depuis 1973. Dans le premier cas, la CEE est devenu un fournisseur quasi-exclusif, seulement concurrencé par le Canada depuis 1982. En Syrie la CEE et le Canada assurent l'essentiel des approvisionnements.

Phénomène plus strictement commercial, l'Argentine lorsqu'elle dispose de forts excédents exportables (1975-77, 1983-84) peut s'introduire sur un marché méditerranéen qui ne lui est guère familier. Elle peut alors intervenir à des prix très bas et occuper - ponctuellement - de solides parts de marché ; cela a été le cas en Libye et en Algérie en 75/77, en Iran et au Liban en 84/85.

La Turquie, quant à elle, a pu avoir des effets ponctuels identiques lors de ses récoltes excédentaires (de 1978 à 1981, environ 4,5 millions de tonnes). Manifestant une nette préférence régionale, sans doute favorisée par sa proximité géographique et son islamisme majoritaire, elle a pu intervenir de manière très notable en Libye et en Irak (79/81) et en Iran (81 et 83).

Aux risques politiques et à ces interventions ponctuelles massives, s'ajoutent d'autres facteurs structurant durablement le marché méditerranéen et moyen-oriental : le plus important est sans conteste l'expansion australienne qui s'appuie sur des coûts de production bas et une progression constante de son solde exportable (6,2 millions de tonnes dans la décennie 1960, 8,6 dans les années 1970, 11,5 de 1980 à 85). Les Australiens ont appliqué dès le début des années 1970 une politique systématique de conquête des marchés ayant un accès par le Pacifique (qui leur donne un avantage certain du point de vue des coûts de fret) : ils sont aujourd'hui les fournisseurs quasi-exclusifs du Koweït et des petits Etats de la Péninsule arabique, occupent une place déterminante dans les deux Yemens et notable et régulière en Arabie Séoudite. En Iran, Irak et Egypte (via le port de Safaga situé sur la Mer Rouge), ils ont conquis d'importantes parts de marché, nettement dominantes certaines années. Ils sont en revanche presque totalement absents du Bassin intérieur de la Méditerranée.

Du côté de la demande, certains phénomènes sont eux aussi structurants : nous l'avons vu pour l'Egypte, cela est vrai aussi pour le Maroc et la Tunisie. Le déficit en blé est une question cruciale d'équilibre extérieur et de budget : les flux « concessionnels » et l'aide alimentaire se confondent comme des formes de soutien aux balances des paiements et à l'équilibre économique global. La CEE et les Etats-Unis (les principaux donateurs et les seuls pays en mesure d'accorder massivement des conditions de paiement exceptionnelles) sont, et seront toujours, les bienvenus **ensemble** sur ces marchés.

Il reste donc, en fait, **un nombre très réduit de pays et de ventes qui concentrent une concurrence commerciale ouverte**. L'affrontement n'en est que plus violent, et la polémique plus aigüe. Les pays du Maghreb exclusivement approvisionnés par la CEE et les USA (notamment la Tunisie et au Maroc et de façon plus nuancée, l'Algérie) étaient ainsi assez logiquement au centre du conflit CEE/USA... (voir graphes dans la communication de J. Hassainya) ; fort logiquement aussi la discussion soigneusement isolée de son contexte sur les subventions à l'exportation devait donner l'impression que le principe du « fair trade » était l'unique enjeu.

Mais si les Etats-Unis souhaitent retrouver leurs parts de marché mondial, ils devront le faire partout puisque depuis l'après guerre ils ont été les fournisseurs du monde entier. Or, si l'on ajoute à la clôture du marché européen, au caractère volatile et incertain des marchés soviétiques et chinois et à l'encore insuffisante croissance du nouveau marché asiatique, les stratégies très commerciales des exportateurs les plus compétitifs vers leurs marchés naturels (l'Argentine en Amérique du Sud et l'Australie dans le Pacifique), la guerre au nom du libre-échange ne pouvait se faire que dans la Mare Nostrum. Il n'est donc pas étonnant que sur les 7,5 millions de tonnes que doit subventionner le BICEP, 95% concernent des contrats méditerranéens (50% pour les 2 Mt de farine).

## NOTES

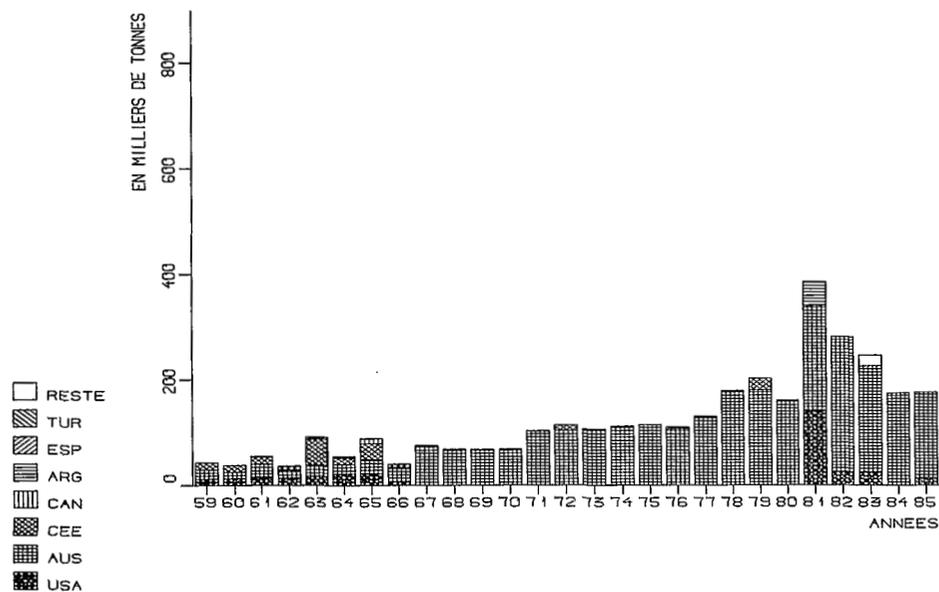
- (1) : Cette communication s'appuie sur les premiers résultats d'un programme conjoint de l'IAMM et du Groupe d'Economie Internationale de l'INRA (Montpellier) intitulé « Economie et Géopolitique des Echanges de Céréales et d'Oléoprotéagineux en Méditerranée » (EGECOM). Notre propos poursuit celui consacré aux effets de la crise d'organisation des échanges céréaliers internationaux sur le commerce méditerranéen.
- (2) : KRASNER (S.D.) - « Structural conflict. The third world against global liberalism » Berkeley » : Uni. California Press, 1985.
- (3) : LACOSTE (Y). - « Unité et diversité du Tiers-Monde ». Paris : Maspéro, 1980.
- (4) : Les données « commerce global » et « toutes céréales » proviennent de la base de données MEDISTAT-FAO (IAMM).
- (5) : ETEMAD (B.) « Le bilan céréalier du Tiers-Monde 1800-1982 ». In : Revue Tiers-Monde, N°98, 1984.
- (6) : EGG (J.) LERIN (F), TUBIANA (L), « Rente pétrolière et crise agricole » in : Etudes Rurales, N°99/100, 1985.
- (7) : Les chiffres utilisés proviennent du CIB (Conseil International du Blé), via des traitements statistiques sur les flux origine/destination réalisés dans le programme EGECOM.
- (8) : TUBIANA (L.) - « Le commerce mondial des produits agricoles : de la régulation globale au fractionnement des marchés ». In : Economie et Société, N°6, 1984.
- (9) : Ces paragraphes s'appuient et complètent ceux de J. HASSAINYA développés plus loin.
- (10) : PAARLBERG (R) « Food Trade and Foreign Policy ». Ithaca : Cornell Uni-Press. 1985, 266 p.

## BIBLIOGRAPHIE

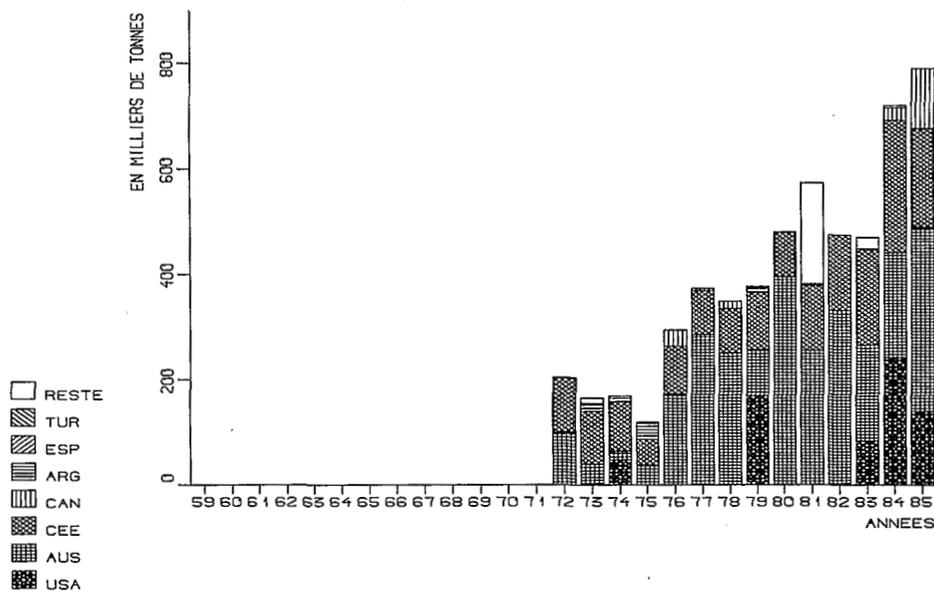
Nous n'avons ici mentionné que quelques titres utilisés sans nous attarder aux pays qui faisaient l'objet de communications dans le présent séminaire.

- IKRAM (Khalid). - *Egypt : economic management in a period of transition*. - John Hopkins. - BIRD. - 1983, 444p.
- *L'Egypte aujourd'hui*. - CRESM : CNRS. - 1977, 388p.
- *Egypt in the 1980s : the challenge*. - EIU special report : Londres. - 1983, 229p.
- ALLAN (J.A.). - *Libya - The experience of Oil*. - Croom Helm : Londres. - 1981, 328p.
- *La Libye nouvelle*. - CRESM : CNRS. - 1975, 303p.
- EL MEHESHI (A.). - *The transformation of Libyan agriculture : the impact of Oil revenues on agriculture of a developing country*. - MS, Uni of California. - 1980, 143p.
- GRIMAUD (N.). - *La politique extérieure de l'Algérie*. - Karthala : Paris. - 1984, 370p.
- EL MALLAKH (R.). - *Saudi Arabia : rush to development*. Croom Helm : London. - 1982, 472p.
- NIBLOCK (T.) (Ed). - *Iraq : the contemporary state*. - Croom Helm : London. - 1982, 283p.
- GUERREAU (A.). - *L'Irak, développement et contradiction*. - LE SYCOMORE : Paris. - 1978, 301p.
- *Le marché des produits agro-alimentaires en Israël*. - CFCE : Paris. - 1982, 124p.
- YEMEN ARAB REPUBLIC. - *Development of a traditional economy*. - BIRD : Washington. - 1983, 303p.

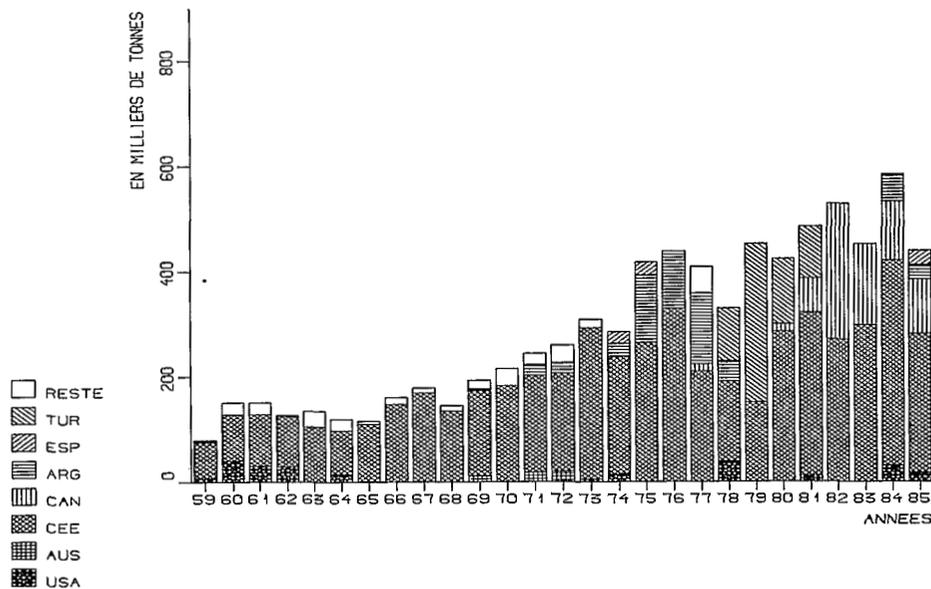
GRAPHIQUE 1 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE AU KOWEIT



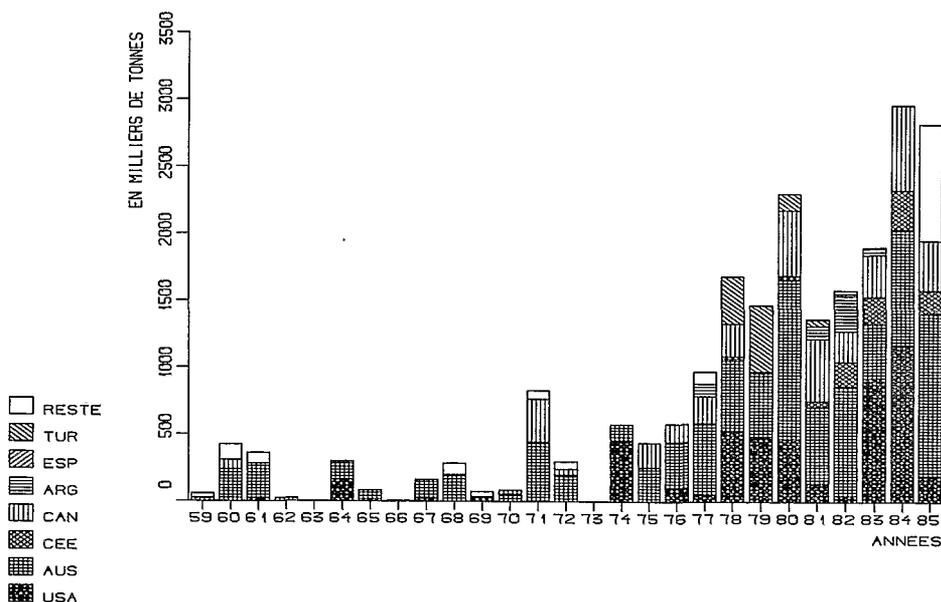
GRAPHIQUE 2 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE AU YEMEN DU NORD



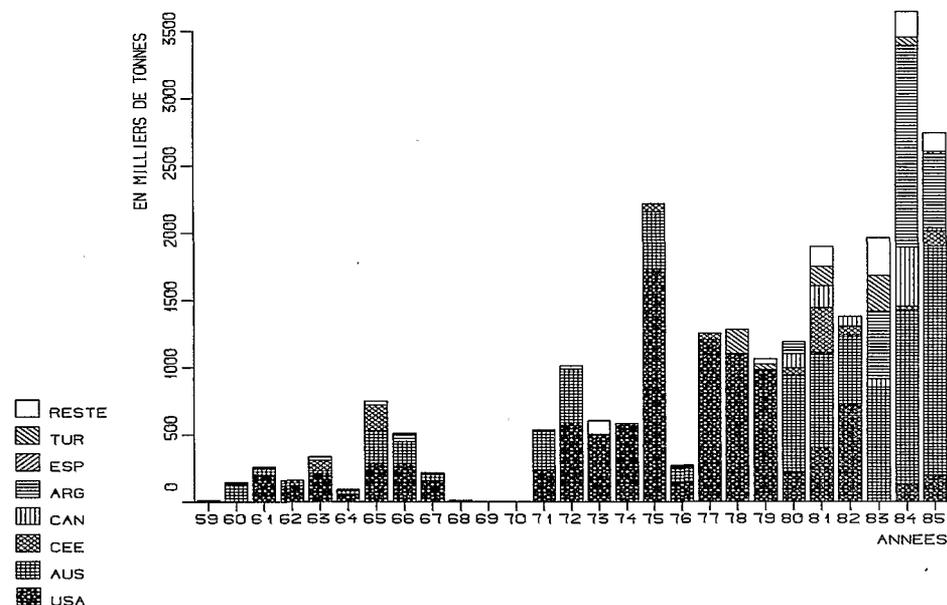
GRAPHIQUE 3 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE EN LIBYE



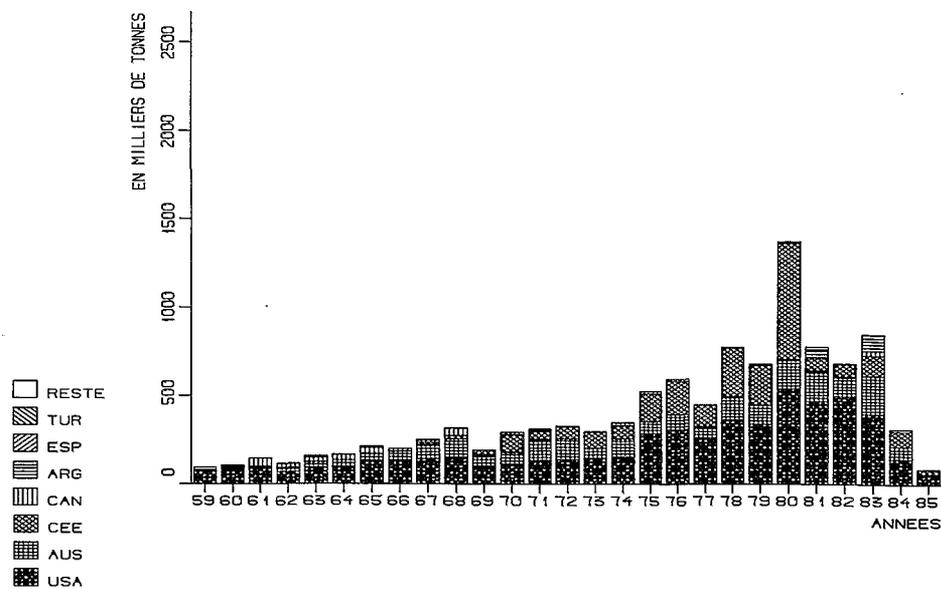
GRAPHIQUE 4 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE EN IRAK



GRAPHIQUE 5 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE EN IRAN

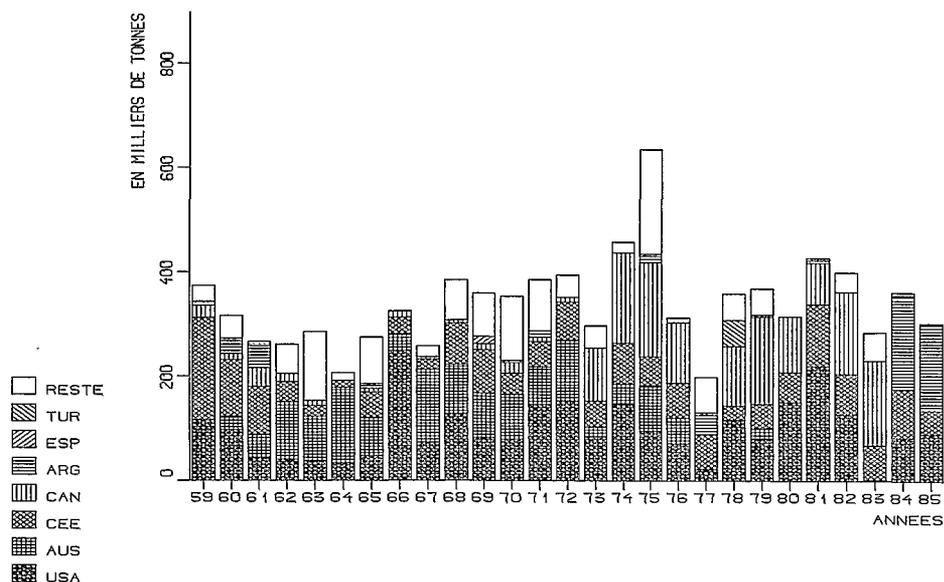


GRAPHIQUE 6 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE EN ARABIE SAOUDITE

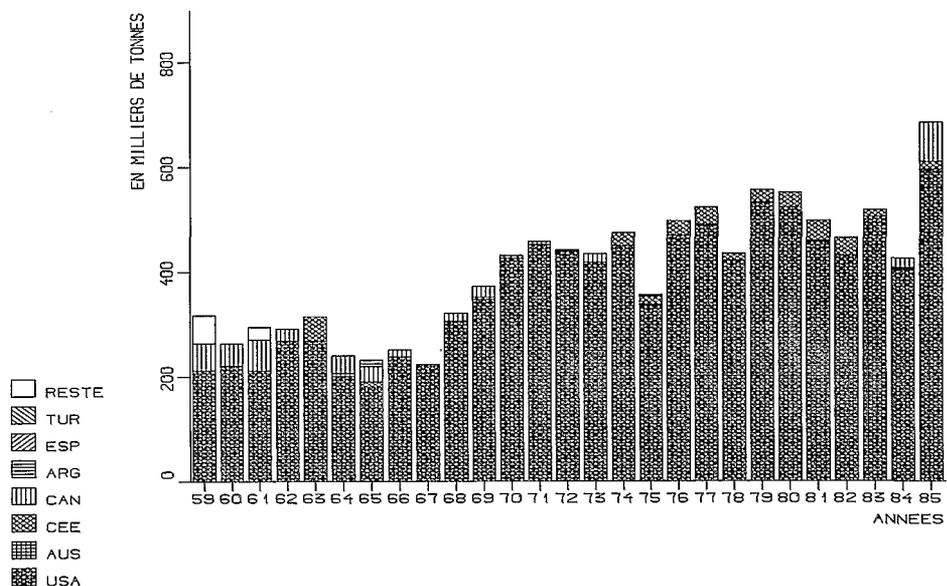




GRAPHIQUE 10 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE AU LIBAN



GRAPHIQUE 11 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE EN ISRAEL



GRAPHIQUE 12 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLE EN JORDANIE

